

Répartir les richesses

La pauvreté et les inégalités ont reculé en Amérique latine ces dernières années, mais il reste encore beaucoup à faire

Alicia Bárcena



Vue de la favela da Rocinha à Rio de Janeiro.

LA PÉRIODE qui a suivi la crise de 2002 dans les marchés émergents a été faste pour l'Amérique latine. Les économies se sont développées de façon intelligente, la pauvreté a nettement reculé et la répartition des revenus s'est légèrement améliorée — la Grande Récession de 2008 n'ayant entraîné qu'un repli modéré. Pourtant, malgré cette évolution positive, la pauvreté, les inégalités et la marginalisation économique et sociale restent répandues dans la région, où la répartition des revenus est historiquement parmi la plus inégale au monde.

Ces améliorations ne traduisent pas seulement la forte croissance économique de la région, qui a été en moyenne supérieure à 4 % au cours de la période, mais aussi de meilleures politiques sociales et l'augmentation du nombre de travailleurs employés dans l'économie formelle plutôt que dans l'économie clandestine moins productive, où les salaires et la protection sociale sont plus faibles.

En outre, de meilleures politiques monétaires, fiscales et en matière de dépenses — ainsi que la forte demande de produits de base qui sont essentiels pour ces économies — ont généralement permis aux pays d'Amérique latine de mieux résister à la crise mondiale que les économies avancées. Dans le passé, les ralentissements mondiaux de l'activité avaient mis à mal les économies de la région — et fait monter en flèche le taux de pauvreté. Cette fois, le recul de la pauvreté enregistré pendant les années d'expansion précédant la crise s'est poursuivi en 2010.

Malgré de fortes variations entre pays, les taux de pauvreté de la région ont sensiblement baissé entre 2002 et 2008. En moyenne, 44 % des habitants d'Amérique latine n'étaient pas en mesure de satisfaire leurs besoins de base, nutritionnels et autres, en 2002; en 2008, ce chiffre était tombé à 33 % (voir graphique 1). De plus, l'indigence — situation où les besoins nutritionnels ne peuvent être satisfaits — a aussi nettement diminué : d'environ 19 % en 2002 à moins de 13 % en 2008.

Tout comme la pauvreté, les inégalités de revenu se sont aussi atténuées dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pendant les premières années du XXI^e siècle. Si on utilise le coefficient de Gini pour déterminer le degré d'égalité de la répartition des revenus, on constate que dans 15 des 18 pays étudiés (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador, Uruguay et Venezuela) elle s'est améliorée (voir graphique 2). Dans 11 de ces pays au moins, la progression a été supérieure à 5 points. Ce n'est qu'au Costa Rica, au Guatemala et en Répu-

blique Dominicaine que les segments les plus riches de la société ont accru leur part du revenu total. Le coefficient de Gini est compris entre 0 et 1. Dans une économie où un seul individu concentre tout le revenu, ce coefficient est de 1. Il est de 0 quand tout le monde reçoit le même revenu.

La répartition des revenus dans la région reste cependant fortement inégale. Le revenu moyen par habitant des 10 % des ménages les plus aisés est environ 17 fois plus élevé que celui des 40 % les plus pauvres, soit une légère amélioration par rapport à 2002, où il était 20 fois supérieur. Beaucoup de ménages sont donc sortis de la pauvreté, mais ils ne profitent pas vraiment de la croissance économique, ce qui ne devrait surprendre personne : la pauvreté, bien qu'endémique, est bien plus sensible aux cycles économiques que la répartition des revenus. L'inégalité de revenu existe de longue date; elle traduit de graves problèmes de stratification sociale et d'inégalité patrimoniale qui se transmettent de génération en génération.

Les progrès accomplis sur le plan de la lutte contre la pauvreté et de la répartition des revenus s'expliquent en grande partie par la croissance et les politiques gouvernementales, ainsi que par l'interaction entre ces deux facteurs. Beaucoup de pays de la région ont entrepris des efforts considérables afin d'accroître les ressources disponibles pour les politiques sociales. En moyenne, les dépenses sociales sont passées de 12,2 % du PIB en 1990–91 à

Graphique 1

Recul de la pauvreté

Depuis la dernière crise des marchés émergents en 2002, la pauvreté a reculé dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, hormis une très légère aggravation en 2009, au plus fort de la récession mondiale.

(population vivant dans la pauvreté, pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Note : On considère qu'une personne vit dans la pauvreté si son revenu quotidien ne suffit pas à acheter un panier de biens et de services de base. Par indigence on entend la situation d'une personne qui ne peut pas subvenir à ses besoins nutritionnels. Les paniers et les revenus sont calculés sur une base propre à chaque pays.



18 % du PIB en 2007–08. En proportion des dépenses publiques totales, les programmes sociaux sont montés de 45 % à 65 %.

Parmi les grandes politiques sociales, les programmes de transferts conditionnels au profit des ménages qui adoptent des comportements utiles à la société comme le maintien de leurs enfants à l'école, ont aussi permis d'améliorer la répartition des revenus et de combattre la pauvreté. L'assurance chômage, les subventions à l'embauche et les programmes de création d'emplois sont d'autres programmes importants à cet égard.

L'Amérique latine a été essentiellement épargnée par la première phase de la crise mondiale, qui a durement éprouvé les marchés financiers d'Europe et des États-Unis. La crise financière s'est néanmoins étendue à l'économie réelle — productrice de biens et de services — et les échanges mondiaux se sont tassés à la fin de 2008 et au début de 2009. La production de la région, mesurée par le PIB, a régressé de 1,9 % en 2009, la plus forte contraction annuelle de ces vingt dernières années. Cependant, à la différence des crises précédentes, de nombreux gouvernements ont réussi à agir pour atténuer les effets du ralentissement économique sur leurs citoyens. Les politiques sociales sont ainsi venues s'ajouter aux mesures anticycliques prises en matière fiscale, monétaire et de dépenses par les États de la région pour contrer les effets sociaux et économiques de la crise mondiale.

La reprise généralisée amorcée en 2010 dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes — due en grande partie à l'adoption de politiques anticycliques et le redressement global de l'activité mondiale — devrait continuer d'améliorer le sort des habitants. Selon les dernières estimations de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la pauvreté a légèrement empiré dans la région en 2009 (passant de 33 % à 33,1 %) et, d'après les estimations, aurait reculé d'un point entier en 2010, pour s'établir à 32,1 %. La pauvreté absolue, qui avait connu une hausse de 0,4 point en 2009, serait retombée à son niveau de 2008, soit 12,9 %.

Au-delà de la croissance économique et de meilleures politiques sociales, l'évolution du marché du travail a facilité le recul de la pauvreté et des inégalités de revenu. Dans beaucoup de pays, les emplois du secteur formel se sont multipliés, ce qui, conjugué à la hausse des salaires horaires, a relativement plus bénéficié aux ménages à revenus modestes qu'aux ménages aisés.

Aussi encourageants que puissent être ces progrès, certaines contraintes structurelles pourraient freiner considérablement l'amélioration future du bien-être économique général.

- Malgré le déplacement récent de certains travailleurs du secteur informel vers le secteur formel, l'emploi informel reste dominant. Par nature, ces emplois ont pour but de rester cachés et leur productivité est rarement aussi élevée que dans le secteur formel. L'écart de productivité entre les deux secteurs est source de différentiels de salaires et d'inégalités. En outre, puisque ceux qui emploient des travailleurs informels ne paient que rarement leurs charges sociales, leurs employés ne sont généralement pas aussi bien protégés que leurs homologues du secteur formel, ce qui laisse énormément de gens sans assurance maladie adaptée ni moyen de préparer leur retraite.

- La répartition inégale des actifs financiers et des actifs réels signifie qu'une grande partie de la société en Amérique latine est mal équipée pour résister à l'instabilité sociale et économique.

- Un accès plus difficile à la santé et l'éducation pour les pauvres complique la répartition plus équitable des revenus.

Ces problèmes contribuent à entretenir les écarts structurels de productivité de la région, tant au sein des pays que par rapport au reste du monde (voir «*Face-à-face avec la productivité*», dans ce numéro). Ces écarts persistants se traduisent par des emplois mal rémunérés et transfèrent la pauvreté et les inégalités de génération en génération, dans un cercle vicieux, difficile à briser.

Face à ces problèmes structurels, la CEPALC propose, pour éradiquer la pauvreté et les inégalités, une stratégie globale de développement axée sur l'égalité, en donnant un rôle crucial aux autorités et en prônant l'élaboration de politiques sociales et économiques au moyen de partenariats public-privé.

La CEPALC conçoit la production selon trois politiques interconnectées : la politique industrielle, qui se concentre sur les secteurs les plus innovants; la politique technologique, qui développe et diffuse le savoir-faire, et les politiques de soutien aux PME.

Les politiques concernant l'emploi, le bien-être social et l'éducation sont au centre des questions d'égalité. La politique du travail ne peut pas, à elle seule, générer des emplois, mais elle peut aider les pays à s'adapter à l'évolution du marché mondial en assurant la protection économique des travailleurs par des mesures avisées des points de vue budgétaire et social.

L'égalité sociale et la croissance économique ne sont pas nécessairement antagonistes : le plus difficile est de faire en sorte qu'elles se renforcent mutuellement. ■

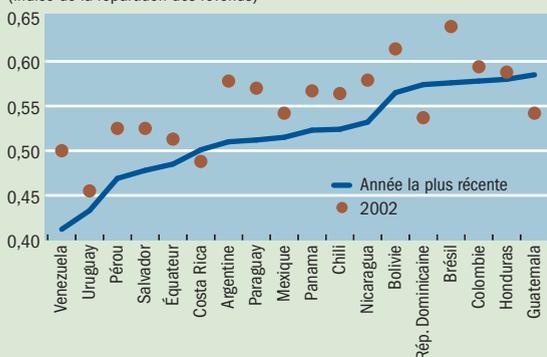
Alicia Bárcena est Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Graphique 2

Partager la manne

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, la répartition des revenus s'est améliorée depuis 2002, année de la dernière crise des marchés émergents.

(indice de la répartition des revenus)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Note : La répartition des revenus est mesurée par le coefficient de Gini, qui va de 0 (tous les individus de la société considérée ont le même revenu) à 1 (un seul individu concentre tous le revenu).

Bibliographie :

Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), 2010, Time for Equality: Closing Gaps, Opening Trails (Santiago, Chile).

—, 2010, Social Panorama of Latin America 2010 (Santiago, Chile).